

"Opérations d'«épuration» en Tchécoslovaquie" dans Luxemburger Wort (27 février 1948)

Légende: Le 27 février 1948, le quotidien Luxemburger Wort commente les mesures d'épuration appliquées en Tchécoslovaquie par le nouveau gouvernement de Klement Gottwald afin d'y stabiliser le pouvoir communiste.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 27.02.1948, n° 58; 101e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "'Säuberungs"-Aktionen in der Tschechoslowakei", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/operations_d_epuration_en_tchecoslovaquie_dans_luxemburger_wort_27_fevrier_1948-fr-835f2f28-528a-4cde-8e02-00b95dbad1e5.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Opérations d'«épuration» en Tchécoslovaquie

Les comités d'action emploient les méthodes éprouvées de la «démocratie populaire», tandis que le président Beneš se tait

PRAGUE, le 27 février (AP) – La Tchécoslovaquie a un jour de pouvoir communiste derrière elle. Le Premier ministre Edvard Beneš se tait. Il n'a pas encore prononcé son discours à la radio à l'intention du peuple tchécoslovaque. On ne sait même pas s'il va parler. Hier, on avait l'impression que Beneš était coupé du monde extérieur. La rumeur court que le président envisage de démissionner. La décision devrait tomber aujourd'hui, lorsque Beneš recevra le nouveau gouvernement. Cette information d'une source apparemment fiable a été complétée par l'hypothèse que l'ancien Premier ministre Fierlinger succéderait à Beneš. Comme chacun sait, Fierlinger avait été provisoirement écarté de la direction du Parti social-démocrate et en est à présent de nouveau le président.

Entre-temps, les fameux comités d'action se sont mis au travail. Leurs groupes d'épuration réorganisent tout ce qu'ils rencontrent, c'est-à-dire qu'ils adaptent tout au programme communiste. Un des comités d'action se charge du Parlement. La *Mladá Fronta*, le journal du front de la jeunesse communiste, se demande si le comité reconnaîtra encore un seul des ministres sortants comme député. Ils ne veulent probablement avoir à faire qu'à des députés prêts à rejoindre le «nouveau front populaire national».

Il est révélateur qu'aucun membre du Parti national-socialiste ne fasse partie du comité, bien qu'ils participent théoriquement au nouveau gouvernement de coalition. La radio nationale a expliqué hier soir que ce parti ne reprendrait son travail qu'une fois que la situation se serait clarifiée et que de nouveaux chefs de parti auraient été trouvés.

Le président du Parti populaire catholique, M^{gr} Šrámek, qui était à la tête du gouvernement tchécoslovaque en exil pendant la guerre, a déclaré dans un courrier adressé au président du Parlement qu'il renonçait à son mandat de député. Le ministre communiste de l'Information a décrété l'interdiction des hebdomadaires catholiques *Katolíka*, *Vodelo*, *Nový Národ* et *Toszovac*. En revanche, l'organe du Parti populaire catholique, *Lidová demokracie*, a de nouveau été autorisé grâce à l'intervention du nouveau ministre de la Santé, Plojhar. Ce dernier appartient à l'aile gauche du Parti populaire catholique et a toujours sympathisé avec les communistes. En revanche, l'organe de parti des nationaux-socialistes ne paraît plus.

Les comités épurent même les associations sportives et de scouts. Deux combattants pour la liberté, qui ont en leur temps sauvé la station de Prague des Allemands qui se retiraient, ont été démis de leurs fonctions.

Le nouveau journal de l'association des militaires à Bratislava a annoncé hier soir la démission de Jozef Lettrich de la présidence du Parti démocratique slovaque. C'était Lettrich qui avait un jour empêché Gottwald de s'emparer du pouvoir exécutif en Slovaquie.

Les prochains objectifs du nouveau gouvernement sont manifestement le projet d'une nouvelle Constitution et la nationalisation prochaine, conformément aux exigences des syndicats, de toutes les entreprises de plus de cinquante travailleurs. L'organe syndical *Práce* annonce comme première mesure une réorganisation des services diplomatiques.

À propos des manifestations d'étudiants déjà annoncées hier, plusieurs manifestants auraient été blessés par des tirs de la police. Le ministère de l'Intérieur a toutefois démenti cette information à la radio.

Déclaration commune américaine, britannique et française sur les événements de Prague

Paris, le 27 février – La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont publié hier une déclaration commune qui indique que les gouvernements des trois puissances mondiales ont suivi avec attention le cours des événements en Tchécoslovaquie et y voient un danger pour les principes de la liberté auxquels tous les États démocratiques ont souscrit. Les gouvernements ne pourraient que condamner une évolution dont les conséquences ne pourraient être que dévastatrices pour le peuple tchécoslovaque, qui a prouvé son amour de

la liberté au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Le communiqué poursuit: «Les gouvernements ont pu constater que, par le biais d'une crise artificielle et bien préparée, l'utilisation de certaines méthodes déjà éprouvées dans d'autres pays a conduit à la suspension du libre exercice des droits parlementaires et à la création d'une dictature cachée d'un seul parti, sous le couvert d'un gouvernement d'union nationale.»

À Paris, on rapporte de source sûre que les trois gouvernements occidentaux poursuivent les négociations à propos de la Tchécoslovaquie. Si l'Amérique et la Grande-Bretagne décidaient de ne pas reconnaître le nouveau gouvernement tchécoslovaque, la France les suivrait probablement. Un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a récemment déclaré qu'aucune décision n'avait encore été prise sur la poursuite des relations de la France avec la Tchécoslovaquie. La participation de la France à la déclaration commune revêt une importance particulière compte tenu du poids du Parti communiste français dans l'Hexagone.

Le ministre des Affaires étrangères Bevin a reçu hier la délégation tchécoslovaque à Londres. On ne sait toutefois rien de l'entrevue.

Le ministère tchécoslovaque de l'Information a interdit la publication des communiqués de trois gouvernements occidentaux.